

# LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

## MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

F. 2001 — 2622

[2001/11336]

### 10 AOUT 2001. — Loi relative à la Centrale des Crédits aux Particuliers (1)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions préliminaires

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

**Art. 2.** Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par :

- 1° la Banque : la Banque Nationale de Belgique;
- 2° la Centrale : la Centrale des Crédits aux Particuliers visée à l'article 3 de la présente loi;
- 3° le contrat de crédit à la consommation : le contrat visé à l'article 1<sup>er</sup>, 4°, de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation;
- 4° le contrat de crédit hypothécaire : le contrat visé aux articles 1<sup>er</sup> et 2 de la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire ou le contrat de prêt ou d'ouverture de crédit hypothécaire visé à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal n° 225 du 7 janvier 1936 réglementant les prêts hypothécaires et organisant le contrôle des entreprises de prêts hypothécaires;
- 5° le prêteur : les personnes agréées en application de l'article 74, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, les personnes enregistrées en application de l'article 75bis, de la même loi, les entreprises soumises au Titre II de la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire ainsi que les entreprises soumises au Titre II de l'arrêté royal n° 225 du 7 janvier 1936 réglementant les prêts hypothécaires et organisant le contrôle des entreprises de prêts hypothécaires ou les établissements visés à l'article 65 du même arrêté;
- 6° l'emprunteur : le consommateur visé à l'article 1<sup>er</sup>, 1°, de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, ou l'emprunteur visé dans la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire, ou la personne physique qui se constitue emprunteur au sens de l'arrêté royal n° 225 du 7 janvier 1936 réglementant les prêts hypothécaires et organisant le contrôle des entreprises de prêts hypothécaires et qui agit exclusivement dans un but pouvant être considéré comme étranger à ses activités commerciales, professionnelles ou artisanales.

#### CHAPITRE II. — La Centrale des Crédits aux Particuliers

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** La Banque est chargée d'enregistrer dans la Centrale :

- 1° les contrats de crédit à la consommation;
- 2° les contrats de crédit hypothécaire;
- 3° les défauts de paiement découlant des contrats de crédit à la consommation et des contrats de crédit hypothécaire, qui répondent aux critères fixés par le Roi.

§ 2. Les données enregistrées dans la Centrale concernent :

- 1° l'identité de l'emprunteur, du prêteur et, le cas échéant, du cessionnaire;
- 2° les références du contrat de crédit à la consommation ou de crédit hypothécaire;

## MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 2001 — 2622

[2001/11336]

### 10 AUGUSTUS 2001. — Wet betreffende de Centrale voor Kredieten aan Particulieren (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen, en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

#### HOOFDSTUK I. — Voorafgaande bepalingen

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

**Art. 2.** Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

- 1° de Bank : de Nationale Bank van België;
- 2° de Centrale : de Centrale voor Kredieten aan Particulieren bedoeld in artikel 3 van deze wet;
- 3° de consumentenkredietovereenkomst : de overeenkomst bedoeld in artikel 1, 4°, van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet;
- 4° de hypothecaire kredietovereenkomst : de overeenkomst bedoeld in de artikelen 1 en 2 van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet of het contract van hypothecaire lening of kredietopening bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 225 van 7 januari 1936 tot reglementering van de hypothecaire leningen en tot inrichting van de controle op de ondernemingen van hypothecaire leningen;
- 5° de kredietgever : de personen erkend met toepassing van artikel 74, eerste lid, van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, de personen geregistreerd met toepassing van artikel 75bis, van dezelfde wet, de ondernemingen onderworpen aan Titel II van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet en de ondernemingen onderworpen aan Titel II van het koninklijk besluit nr. 225 van 7 januari 1936 tot reglementering van de hypothecaire leningen en tot inrichting van de controle op de ondernemingen van hypothecaire leningen of de inrichtingen bedoeld in artikel 65 van hetzelfde besluit;
- 6° de kredietnemer : de consument bedoeld in artikel 1, 1°, van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, of de kredietnemer bedoeld in de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet, of de natuurlijke persoon die schuldenaar is in de zin van het koninklijk besluit nr. 225 van 7 januari 1936 tot reglementering van de hypothecaire leningen en tot inrichting van de controle op de ondernemingen van hypothecaire leningen en die uitsluitend handelt met een oogmerk dat geacht kan worden vreemd te zijn aan zijn handels-, beroeps- of ambachtelijke activiteiten.

#### HOOFDSTUK II. — De Centrale voor Kredieten aan Particulieren

**Art. 3. § 1.** De Bank is belast met de registratie, in de Centrale, van :

- 1° de consumentenkredietovereenkomsten;
- 2° de hypothecaire kredietovereenkomsten;
- 3° de wanbetalingen voortvloeiend uit de consumentenkredietovereenkomsten en de hypothecaire kredietovereenkomsten die beantwoorden aan de door de Koning vastgestelde criteria.

§ 2. De gegevens die in de Centrale worden geregistreerd betreffen :

- 1° de identiteit van de kredietnemer, de kredietgever en, in voorkomend geval, de cessionaris;
- 2° de referenties van de consumentenkredietovereenkomst of de hypothecaire kredietovereenkomst;

3° le type de crédit;

4° les caractéristiques du contrat de crédit à la consommation ou de crédit hypothécaire qui permettent de déterminer la situation débitrice du contrat et son évolution;

5° le cas échéant, le motif du défaut de paiement communiqué par l'emprunteur;

6° le cas échéant, les facilités de paiement accordées.

Le Roi détermine le contenu précis, les conditions et les modalités de mise à jour ainsi que les délais de conservation de ces données.

§ 3. La Banque élabore les instructions administratives et techniques à respecter par les personnes qui sont tenues de communiquer des données à la Centrale ou de la consulter.

#### CHAPITRE III. — *Communication et consultation des données*

**Art. 4.** Les prêteurs et les personnes désignées par le Roi communiquent à la Centrale les données concernant chaque contrat de crédit et chaque défaut de paiement, visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>.

Le Roi détermine les délais de communication de ces données à la Centrale.

**Art. 5.** Pour l'application de la présente loi et afin d'identifier les emprunteurs, les prêteurs utilisent le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques.

Lors de la demande d'un contrat de crédit à la consommation ou d'un contrat de crédit hypothécaire, l'emprunteur communique le numéro d'identification précité.

La Banque est habilitée à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques dans ses relations avec les emprunteurs et les personnes visées aux articles 4, alinéa 1<sup>er</sup>, et 8, § 1<sup>er</sup>.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Tout contrat de crédit qui doit être enregistré conformément à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1° ou 2°, doit mentionner :

1° la clause : « Ce contrat fait l'objet d'un enregistrement dans la Centrale des Crédits aux Particuliers conformément à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1° ou 2°, de la loi du 10 août 2001 relative à la Centrale des Crédits aux Particuliers. »;

2° les finalités du traitement dans la Centrale;

3° le nom de la Centrale;

4° l'existence d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données ainsi que les délais de conservation de ces dernières.

§ 2. Lors du premier enregistrement conformément à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 3°, l'emprunteur en est informé sans délai par la Banque.

Cette information doit indiquer :

1° la référence du contrat concerné;

2° les finalités du traitement dans la Centrale;

3° le nom et l'adresse de la personne qui a communiqué les données;

4° l'existence d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données ainsi que les délais de conservation de ces dernières.

**Art. 7.** Selon les modalités fixées par le Roi, chaque emprunteur a accès, sans frais, aux données enregistrées à son nom et peut librement et sans frais demander la rectification des données erronées. En cas de rectification, la Banque est tenue de communiquer cette rectification aux personnes qui ont obtenu des renseignements de la Centrale et que l'emprunteur indique.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Selon les règles établies par le Roi, la Banque ne peut communiquer les renseignements qu'aux personnes visées à l'article 69, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 5° et 7° à 9° de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation et à l'Office de Contrôle des Assurances dans l'exécution de sa mission.

3° het type van krediet;

4° de kenmerken van de consumentenkredietovereenkomst of de hypothecaire kredietovereenkomst die het mogelijk maken om de debetstand van de overeenkomst en zijn evolutie te bepalen;

5° in voorkomend geval, de reden van de wanbetaling medegedeeld door de kredietnemer;

6° in voorkomend geval, de toegestane betalingsfaciliteiten.

De Koning bepaalt de precieze inhoud, de voorwaarden en de nadere regels voor de bijwerking evenals de bewaartermijnen van deze gegevens.

§ 3. De Bank stelt de administratieve en technische richtlijnen vast die moeten worden nageleefd door de personen die gehouden zijn gegevens aan de Centrale mede te delen of haar te raadplegen.

#### HOOFDSTUK III. — *Mededeling en raadpleging van de gegevens*

**Art. 4.** De kredietgevers en de door de Koning aangewezen personen delen aan de Centrale de gegevens mee betreffende elke kredietovereenkomst en elke wanbetaling, bedoeld in artikel 3, § 1.

De Koning bepaalt de termijnen voor de mededeling van die gegevens aan de Centrale.

**Art. 5.** Voor de toepassing van deze wet en met het oog op de identificatie van de kredietnemers, gebruiken de kredietgevers het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen.

Bij de aanvraag van een consumentenkredietovereenkomst of van een hypothecaire kredietovereenkomst deelt de kredietnemer het voornoemde identificatienummer mee.

De Bank is gemachtigd om het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen te gebruiken in haar relaties met de kredietnemers en de personen bedoeld in de artikelen 4, eerste lid, en 8, § 1.

**Art. 6.** § 1. Elke kredietovereenkomst die moet worden geregistreerd overeenkomstig artikel 3, § 1, 1° of 2°, moet vermelden :

1° de clausule : « Deze overeenkomst maakt het voorwerp uit van registratie in de Centrale voor Kredieten aan Particulieren overeenkomstig artikel 3, § 1, 1° of 2°, van de wet van 10 augustus 2001 betreffende de Centrale voor Kredieten aan Particulieren. »;

2° de doeleinden van de verwerking in de Centrale;

3° de naam van de Centrale;

4° het bestaan van een recht op toegang, op verbetering en op uitwissing van de gegevens alsook de bewaartermijnen van deze laatste.

§ 2. Bij de eerste registratie overeenkomstig artikel 3, § 1, 3°, wordt de kredietnemer daarvan onverwijld in kennis gesteld door de Bank.

Deze kennisgeving moet vermelden :

1° de referentie van de betrokken overeenkomst;

2° de doeleinden van de verwerking in de Centrale;

3° de naam en het adres van de persoon die de gegevens heeft medegedeeld;

4° het bestaan van een recht op toegang, op verbetering en op uitwissing van de gegevens alsook de bewaartermijnen van deze laatste.

**Art. 7.** Volgens de door de Koning vastgestelde nadere regels heeft elke kredietnemer kosteloos toegang tot de op zijn naam geregistreerde gegevens en kan hij, vrij en kosteloos, de rechtzetting vragen van verkeerde gegevens. In geval van rechtzetting is de Bank ertoe gehouden deze rechtzetting mede te delen aan de personen die inlichtingen van de Centrale hebben verkregen en die de kredietnemer aanduidt.

**Art. 8.** § 1. Volgens de regels die de Koning bepaalt, mag de Bank de inlichtingen slechts mededelen aan de personen bedoeld in artikel 69, § 4, eerste lid, 1° tot 5° en 7° tot 9° van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet en aan de Controledienst voor de Verzekeringen, binnen de uitvoering van zijn opdracht.

Peuvent également recevoir les renseignements contenus dans la Centrale, les centrales de crédit étrangères à condition que leurs finalités, les données enregistrées et la protection qu'elles assurent en matière de vie privée soient équivalentes à celles de la Centrale et qu'elles fournissent, par réciprocité, leurs données à la Centrale.

§ 2. Les renseignements communiqués par la Banque ne peuvent être utilisés que dans le cadre de l'octroi ou de la gestion de crédits ou de moyens de paiement, susceptibles de grever le patrimoine privé d'une personne physique et dont l'exécution peut être poursuivie sur le patrimoine privé de cette personne.

Ces renseignements ne peuvent être utilisés à des fins de prospection commerciale.

§ 3. Les personnes qui ont obtenu des renseignements de la Centrale doivent prendre les mesures nécessaires pour garantir le caractère confidentiel de ces renseignements.

**Art. 9.** Afin d'obtenir des informations sur la situation financière et la solvabilité de l'emprunteur, les prêteurs consultent la Centrale préalablement à la conclusion d'un contrat de crédit à la consommation ou à la remise d'une offre de crédit hypothécaire. Le Roi fixe les modalités de cette consultation.

**Art. 10.** Afin de compléter les informations obtenues lors de la consultation visée à l'article 9, la Banque est habilitée à interroger pour compte des prêteurs le fichier des avis de saisie, de délégation, de cession et de règlement collectif de dettes, visé à l'article 1389bis/1 du Code judiciaire. Le Roi détermine les données qui peuvent être consultées.

**Art. 11.** Afin de compléter les informations obtenues lors de la consultation visée à l'article 9, le Roi peut habiliter la Banque, aux conditions qu'il détermine, à interroger pour compte des prêteurs d'autres fichiers centralisant des dettes impayées à charge des consommateurs. Dans ce cas, le Roi détermine les données qui peuvent être consultées.

#### CHAPITRE IV. — *Dispositions diverses*

**Art. 12.** La Banque est habilitée à demander aux personnes à qui les renseignements de la Centrale peuvent être fournis, le remboursement des frais qu'elle expose pour la collecte, l'enregistrement, la gestion, le contrôle et la diffusion des données de la Centrale.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Il est créé auprès de la Banque un Comité d'accompagnement comprenant des représentants des prêteurs, des emprunteurs, de la Banque, de la Commission de la protection de la vie privée et du ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions. Le Roi détermine le mode de désignation de ces représentants ainsi que les modalités de fonctionnement du comité.

§ 2. Le Comité d'accompagnement est chargé d'émettre des avis sur :

1° tout projet d'arrêté à prendre en exécution de la présente loi, à l'exception de l'arrêté visé au § 1<sup>er</sup>;

2° l'organisation de la Centrale et l'impact des procédures d'exploitation sur ses coûts;

3° le projet de budget annuel de la Centrale;

4° le projet de rapport visé à l'article 14.

De buitenlandse kredietcentrales kunnen eveneens mededeling krijgen van de inlichtingen opgenomen in de Centrale, op voorwaarde dat hun doeleinden, de geregistreerde gegevens en de bescherming die zij waarborgen op het vlak van de persoonlijke levenssfeer, gelijkwaardig zijn met die van de Centrale en dat zij hun gegevens, op basis van wederkerigheid, aan de Centrale verstrekken.

§ 2. De inlichtingen die door de Bank worden medegedeeld mogen enkel gebruikt worden in het raam van het verstrekken van of het beheer van kredieten of betalingsmiddelen, die van aard zijn het privé-vermogen van een natuurlijk persoon te bezwaren en waarvan de uitvoering op het privé-vermogen kan voortgezet worden.

Deze inlichtingen mogen niet worden gebruikt voor commerciële prospectiedoeleinden.

§ 3. De personen die inlichtingen van de Centrale hebben verkregen moeten de nodige maatregelen treffen om het vertrouwelijk karakter van die inlichtingen te waarborgen.

**Art. 9.** Teneinde informatie te verkrijgen over de financiële toestand en de solvabiliteit van de kredietnemer, raadplegen de kredietgevers de Centrale vooraleer zij een consumentenkredietovereenkomst sluiten of een aanbod van hypothecaire kredietovereenkomst overhandigen. De Koning stelt de nadere regels vast betreffende deze raadpleging.

**Art. 10.** Ter aanvulling van de informatie verkregen bij de raadpleging bedoeld in artikel 9, wordt de Bank gemachtigd om voor rekening van de kredietgevers ondervragingen te verrichten van het bestand van berichten van beslag, delegatie, overdracht en collectieve schuldenregeling, bedoeld in artikel 1389bis/1 van het Gerechtelijk Wetboek. De Koning bepaalt de gegevens die kunnen worden geraadpleegd.

**Art. 11.** Ter aanvulling van de informatie verkregen bij de raadpleging bedoeld in artikel 9, kan de Koning, onder de voorwaarden die Hij zelf bepaalt, de Bank machtigen voor rekening van de kredietgevers andere bestanden te raadplegen met daarin een overzicht van onbetaalde schulden van consumenten. In dit geval bepaalt de Koning de gegevens die mogen worden geraadpleegd.

#### HOOFDSTUK IV. — *Diverse bepalingen*

**Art. 12.** De Bank is gemachtigd, aan de personen aan wie de inlichtingen van de Centrale mogen worden verstrekt, de terugbetaling te vragen van de kosten gemaakt voor het inzamelen, het registreren, het beheer, de controle en het ter beschikking stellen van de gegevens van de Centrale.

**Art. 13.** § 1. Er wordt bij de Bank een Begeleidingscomité opgericht dat is samengesteld uit vertegenwoordigers van de kredietgevers, de kredietnemers, de Bank, de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en de minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren. De Koning bepaalt de wijze waarop die vertegenwoordigers worden aangewezen alsmede de nadere regels voor de werking van het comité.

§ 2. Het Begeleidingscomité is belast met het uitbrengen van adviezen over :

1° elk ontwerp van besluit opgesteld in uitvoering van deze wet, met uitzondering van het besluit bedoeld in § 1;

2° de organisatie van de Centrale en de invloed van de uitbatingprocedures op haar kosten;

3° het ontwerp van jaarlijks budget van de Centrale;

4° het ontwerp van verslag bedoeld in artikel 14.

§ 3. Le Comité d'accompagnement est également chargé :

1° d'approuver les comptes annuels de la Centrale et d'affecter l'excédent d'exploitation éventuel;

2° de fixer la structure et les modalités de la répartition du remboursement des coûts visés à l'article 12;

3° d'approuver les instructions administratives et techniques visées à l'article 3, § 3;

4° d'approuver les accords d'échange de renseignements avec les Centrales de crédit étrangères dans les conditions visées à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

§ 4. Le Comité d'accompagnement peut demander au Collège des réviseurs de la Banque de certifier les comptes de la Centrale.

**Art. 14.** Au moins une fois par an, la Banque adresse un rapport sur le fonctionnement de la Centrale au ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions.

Ce rapport contient notamment :

1° un aperçu du nombre et de la nature des données enregistrées;

2° un aperçu du nombre de consultations de la Centrale;

3° un compte rendu détaillé des frais résultant du fonctionnement de la Centrale, avec indication des problèmes pratiques ou techniques éventuels;

4° une analyse de l'évolution des défauts de paiement.

Ce rapport est publié au *Moniteur belge*.

#### CHAPITRE V. — Sanctions, recherche et constatation des infractions

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Sont punis d'une amende de 250 à 50 000 francs belges :

1° ceux qui ne se conforment pas aux obligations visées à l'article 4 et aux arrêtés pris en exécution de cet article;

2° ceux qui ne se conforment pas au prescrit de l'article 8, § 2;

3° ceux qui ne se conforment pas aux obligations visées à l'article 9 et aux arrêtés pris en exécution de cet article;

4° ceux qui ne se conforment pas à l'obligation visée à l'article 6, § 1<sup>er</sup>;

5° ceux qui, volontairement, empêchent ou entravent l'exécution de la mission des personnes mentionnées à l'article 17, chargées de rechercher et constater les infractions aux dispositions de la présente loi.

§ 2. Les dispositions du livre 1<sup>er</sup> du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables aux infractions visées au § 1<sup>er</sup>.

**Art. 16.** Sans préjudice des sanctions de droit commun, le juge peut d'office relever l'emprunteur de tout ou partie des intérêts de retard et réduire ses obligations jusqu'au prix au comptant du bien ou du service, ou au montant emprunté lorsque le prêteur ne s'est pas conformé aux obligations visées à l'article 9.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, les agents commissionnés par le ministre ayant les Affaires économiques dans ses attributions sont compétents pour rechercher et constater les infractions mentionnées à l'article 15. Les procès-verbaux dressés par ces agents font foi jusqu'à preuve du contraire. Une copie en est adressée au contrevenant, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, dans les trente jours de la date des constatations.

§ 2. Dans l'exercice de leurs fonctions, les agents visés au § 1<sup>er</sup> peuvent :

1° pénétrer, pendant les heures habituelles d'ouverture ou de travail, dans les locaux et pièces dont l'accès est nécessaire à l'accomplissement de leur mission;

§ 3. Het Begeleidingscomité is eveneens belast met :

1° het goedkeuren van de jaarrekeningen van de Centrale en het bestemmen van het eventuele exploitatieoverschot;

2° het vaststellen van de structuur en de regels inzake de verdeling van de terugbetaling van de kosten bedoeld in artikel 12;

3° het goedkeuren van de administratieve en technische richtlijnen, bedoeld in artikel 3, § 3;

4° het goedkeuren van de akkoorden betreffende de uitwisseling van inlichtingen met de buitenlandse Kredietcentrales volgens de voorwaarden bedoeld in artikel 8, § 1, tweede lid.

§ 4. Het Begeleidingscomité kan aan het College van revisoren van de Bank vragen om de rekeningen van de Centrale te certificeren.

**Art. 14.** Tenminste éénmaal per jaar brengt de Bank verslag uit over de werking van de Centrale bij de minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren.

Dit verslag bevat onder meer :

1° een overzicht van het aantal en de aard van de geregistreerde gegevens;

2° een overzicht van het aantal raadplegingen van de Centrale;

3° een omstandige weergave van de kosten voortvloeiend uit de werking van de Centrale met aanduiding van de eventuele praktische of technische moeilijkheden;

4° een analyse van de evolutie van de wanbetalingen.

Dit verslag wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

#### HOOFDSTUK V. — Sancties, opsporing en vaststelling van de inbreuken

**Art. 15.** § 1. Met een geldboete van 250 tot 50 000 Belgische frank worden gestraft :

1° zij die de verplichtingen bedoeld in artikel 4 en in de besluiten ter uitvoering van dat artikel niet naleven;

2° zij die het voorschrift van artikel 8, § 2, niet naleven;

3° zij die de verplichtingen bedoeld in artikel 9 en in de besluiten ter uitvoering van dat artikel, niet naleven;

4° zij die de verplichting bedoeld in artikel 6, § 1, niet naleven;

5° zij die opzettelijk het vervullen van de opdracht van de in artikel 17 genoemde personen met het oog op de opsporing en vaststelling van de inbreuken op de bepalingen van deze wet, bemoeilijken of beletten.

§ 2. De bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn van toepassing op de inbreuken bedoeld in § 1.

**Art. 16.** Onverminderd de gemeenrechtelijke sancties, kan de rechter ambtshalve de kredietnemer ontslaan van het geheel of van een gedeelte van de nalatigheidsinteressen en zijn verplichtingen vermindern tot de prijs bij contante betaling van het goed of de dienst of tot het ontleende bedrag wanneer de kredietgever de verplichtingen bedoeld in artikel 9 niet heeft nageleefd.

**Art. 17.** § 1. Onverminderd de plichten van de officieren van gerechtelijke politie, zijn de door de minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren aangestelde ambtenaren bevoegd om de in artikel 15 vermelde inbreuken op te sporen en vast te stellen. De processen-verbaal welke door die ambtenaren worden opgesteld, hebben bewijskracht tot het tegendeel is bewezen. Een afschrift ervan wordt bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs binnen dertig dagen na de datum van de vaststellingen, aan de overtreder toegezonden.

§ 2. In de uitoefening van hun ambt mogen de in § 1 bedoelde ambtenaren :

1° binnentreden tijdens de gewone openings- of werkuren in de lokalen en vertrekken waar zij voor het vervullen van hun opdracht toegang moeten hebben;

2° faire toutes les constatations utiles, se faire produire, sur première réquisition et sans déplacement, les documents, pièces ou livres nécessaires à leurs recherches et constatations et en prendre copie;

3° saisir, contre récépissé, les documents, pièces ou livres qui sont nécessaires pour faire la preuve d'une infraction ou pour rechercher les co-auteurs ou complices des contrevenants; la saisie est levée de plein droit à défaut de confirmation par le ministère public dans les dix jours ouvrables;

4° s'ils ont des raisons de croire à l'existence d'une infraction, pénétrer dans les locaux habités, avec l'autorisation préalable du juge du tribunal de police. Les visites dans les locaux habités doivent s'effectuer entre huit et dix-huit heures et être faites conjointement par deux agents au moins.

§ 3. Dans l'exercice de leurs fonctions, les agents visés au § 1<sup>er</sup> peuvent requérir l'assistance de la police fédérale.

§ 4. Les agents commissionnés exercent les pouvoirs qui leur sont accordés par le présent article sous la surveillance du procureur général, sans préjudice de leur subordination à leurs supérieurs dans l'administration.

Ils doivent prendre les mesures nécessaires qui permettent de garantir le caractère confidentiel des données à caractère personnel dont ils ont obtenu connaissance, ainsi que l'usage de ces données aux seules fins requises pour l'exercice de leur mission de surveillance.

§ 5. En cas d'application de l'article 18, le procès-verbal visé au § 1<sup>er</sup> n'est transmis au procureur du Roi que lorsqu'il n'a pas été donné suite à l'avertissement.

En cas d'application de l'article 19, le procès-verbal n'est transmis au procureur du Roi que lorsque le contrevenant n'a pas accepté la proposition de transaction.

**Art. 18.** Lorsqu'il est constaté une infraction visée à l'article 15, le ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions, ou l'agent commissionné par lui en application de l'article 17, peut adresser au contrevenant un avertissement le mettant en demeure de mettre fin à cet acte.

L'avertissement est notifié au contrevenant dans un délai de trois semaines à dater de la constatation des faits, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou par la remise d'une copie du procès-verbal de constatation des faits.

L'avertissement mentionne :

1° les faits imputés et la ou les dispositions légales enfreintes;

2° le délai dans lequel il doit y être mis fin;

3° que s'il n'est pas donné suite à l'avertissement, les agents commissionnés en application de l'article 17 pourront aviser le procureur du Roi ou proposer un règlement transactionnel tel que prévu à l'article 19.

**Art. 19.** Les agents commissionnés à cette fin par le ministre ayant les Affaires économiques dans ses attributions peuvent, au vu des procès-verbaux constatant une infraction aux dispositions visées à l'article 15 et dressés par les agents visés à l'article 17, proposer aux contrevenants le paiement d'une somme qui éteint l'action publique.

Cette somme ne peut être supérieure au montant maximum de l'amende fixée à l'article 15 majoré des décimes additionnels. Les tarifs ainsi que les modalités de paiement et de perception sont fixés par le Roi.

#### CHAPITRE VI. — Dispositions modificatives et finales

**Art. 20.** Dans l'article 13 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, les mots « banque centrale de données déterminés conformément à l'article 71, § 4, » sont remplacés par les mots « Centrale prévue par la loi du 10 août 2001 relative à la Centrale des Crédits aux Particuliers ».

**Art. 21.** Dans l'article 14, § 3, 10°, de la même loi, les mots « Banque Nationale de Belgique, visé à l'article 71 » sont remplacés par les mots « Centrale des Crédits aux Particuliers visée à l'article 13 ».

2° alle dienstige vaststellingen doen, zich op eerste vordering en ter plaatse de documenten, stukken of boeken die zij voor hun opsporingen en vaststellingen nodig hebben, doen voorleggen en daarvan afschrift nemen;

3° tegen ontvangstbewijs beslag leggen op documenten, stukken of boeken noodzakelijk voor het bewijs van een inbreuk of om de mededaders of medeplichtigen van de overtredders op te sporen; bij ontstentenis van een bevestiging door het openbaar ministerie binnen tien werkdagen is het beslag van rechtswege opgeheven;

4° indien zij redenen hebben te geloven aan het bestaan van een inbreuk, in bewoonde lokalen binnentreden met voorafgaande machtiging van de rechter bij de politierechtbank. De bezoeken in de bewoonde lokalen moeten tussen acht en achttien uur en door minstens twee ambtenaren gezamenlijk geschieden.

§ 3. In de uitoefening van hun ambt kunnen de in § 1 bedoelde ambtenaren de bijstand van de federale politie vorderen.

§ 4. De gemachtigde ambtenaren oefenen de hun door dit artikel verleende bevoegdheden uit onder het toezicht van de procureur-generaal, onverminderd hun ondergeschiktheid aan hun meerderen in het bestuur.

Zij moeten de nodige maatregelen treffen teneinde het vertrouwelijk karakter van de persoonsgegevens waarvan ze kennis hebben gekregen te waarborgen en tevens verzekeren dat deze gegevens enkel worden aangewend voor doeleinden, vereist voor de uitoefening van hun toezichtstaak.

§ 5. In geval van toepassing van artikel 18, wordt het in § 1 bedoeld proces-verbaal pas toegezonden aan de procureur des Konings, wanneer aan de waarschuwing geen gevolg is gegeven.

In geval van toepassing van artikel 19, wordt het proces-verbaal pas toegezonden aan de procureur des Konings, wanneer de overtredder niet is ingegaan op het voorstel tot minnelijke schikking.

**Art. 18.** Als een inbreuk zoals bedoeld in artikel 15, wordt vastgesteld, kan de minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren, of de door hem aangestelde ambtenaar met toepassing van artikel 17, een waarschuwing richten tot de overtredder, waarbij die tot stopzetting van deze handeling wordt aangemaand.

De overtredder wordt, binnen drie weken vanaf de vaststelling van de feiten, in kennis gesteld van deze waarschuwing, per aangetekende brief met ontvangstbewijs, of door overhandiging van een kopie van het proces-verbaal van de vaststelling van de feiten.

De waarschuwing vermeldt :

1° de ten laste gelegde feiten en de geschonden wetsbepaling of -bepalingen;

2° de termijn binnen welke zij dienen te worden stopgezet;

3° dat, indien aan de waarschuwing geen gevolg wordt gegeven, de met toepassing van artikel 17 aangestelde ambtenaren de procureur des Konings kunnen inlichten of een minnelijke regeling zoals bepaald in artikel 19 kunnen voorstellen.

**Art. 19.** De daartoe door de minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren aangestelde ambtenaren kunnen, na inzage van de processen-verbaal waarbij een inbreuk wordt vastgesteld op de bepalingen bedoeld in artikel 15, en opgesteld door de in artikel 17 bedoelde ambtenaren, aan de overtredders de betaling voorstellen van een som die de strafvordering doet vervallen.

Deze som mag niet hoger zijn dan het maximumbedrag van de geldboete bepaald in artikel 15 verhoogd met de opdecimen. De tarieven alsmede de betalings- en inningsregeling worden vastgesteld door de Koning.

#### HOOFDSTUK VI. — Wijzigings- en slotbepalingen

**Art. 20.** In artikel 13 van de wet van 12 juni 1991 op het consumentkrediet, worden de woorden « centrale gegevensbank, bepaald overeenkomstig artikel 71, § 4 » en vervangen door de woorden « Centrale, bedoeld in de wet van 10 augustus 2001 betreffende de Centrale voor Kredieten aan Particulieren ».

**Art. 21.** In artikel 14, § 3, 10°, van dezelfde wet, worden de woorden « Nationale Bank van België bedoeld in artikel 71 » vervangen door de woorden : « Centrale voor Kredieten aan Particulieren bedoeld in artikel 13 ».

**Art. 22.** Dans l'article 15 de la même loi, les mots « article 71 » sont remplacés par les mots « article 9 de la loi du 10 août 2001 relative à la Centrale des Crédits aux Particuliers ».

**Art. 23.** Dans l'article 69, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, le point 8°, inséré par la loi du 11 décembre 1998 transposant la directive 95/46/CE du 24 octobre 1995 du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, en devient le point 9°.

**Art. 24.** L'article 70, § 2, alinéa 2, de la même loi, remplacé par la loi du 11 décembre 1998, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le consommateur peut librement et sans frais, aux conditions déterminées par le Roi, faire rectifier les données erronées. Dans ce cas, le responsable du traitement est tenu de communiquer cette rectification aux personnes qui ont obtenu des renseignements de sa part et que la personne enregistrée indique. »

**Art. 25.** L'article 71 de la même loi est abrogé.

**Art. 26.** Dans l'article 72, § 2, de la même loi, les mots « et de la loi du 10 août 2001 relative à la Centrale des Crédits aux Particuliers, » sont insérés entre les mots « de la présente loi » et « créer un Comité de surveillance ».

**Art. 27.** A l'article 92 de la même loi, la référence à l'article 71 est supprimée.

**Art. 28.** L'article 101, § 1<sup>er</sup>, 12°, de la même loi, est abrogé.

**Art. 29.** Dans l'article 116 de la même loi, la référence à l'article 71 est supprimée.

**Art. 30.** L'article 46 de la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire est abrogé.

**Art. 31.** Avant de proposer les arrêtés d'exécution de la présente loi, à l'exception de l'arrêté visé à l'article 13, § 1<sup>er</sup>, le ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions consulte le Conseil de la Consommation, la Commission de la protection de la vie privée et le Comité d'accompagnement visé à l'article 13 de la présente loi, et fixe le délai dans lequel l'avis doit être donné. Passé ce délai, l'avis n'est plus requis.

**Art. 32.** Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, adapter les dispositions de la présente loi aux obligations découlant pour la Belgique d'accords ou de traités internationaux, dans la mesure où il s'agit de matières que la Constitution ne réserve pas au législateur.

**Art. 33.** La présente loi s'applique également aux contrats de crédit à la consommation et aux contrats de crédit hypothécaire, conclus avant son entrée en vigueur.

Pour les contrats de crédit conclus avant la date d'entrée en vigueur de l'article 4, l'information visée à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, prend la forme d'un avis non nominatif publié au *Moniteur belge*, émanant du ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions.

Les personnes visées à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, ne sont pas tenues à la communication des contrats de crédit à la consommation visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1°, et des contrats de crédit hypothécaire visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 2°, dont la durée restant à courir est égale ou inférieure à six mois au moment de l'entrée en vigueur de l'article 4.

**Art. 34.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 4, 5, 12, 16 à 30, qui entrent en vigueur à la date fixée par le Roi.

**Art. 22.** In artikel 15 van dezelfde wet, worden de woorden « artikel 71 », vervangen door de woorden « artikel 9 van de wet van 10 augustus 2001 betreffende de Centrale voor Kredieten aan Particulieren ».

**Art. 23.** In artikel 69, § 4, eerste lid, van dezelfde wet, wordt punt 8°, ingevoegd bij de wet van 11 december 1998, tot omzetting van de richtlijn 95/46/EG van 24 oktober 1995 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrij verkeer van die gegevens, punt 9°.

**Art. 24.** Artikel 70, § 2, tweede lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 11 december 1998, wordt vervangen als volgt :

« De consument kan verkeerde gegevens vrij en kosteloos laten rechtzetten volgens de voorwaarden door de Koning bepaald. In dat geval is de verantwoordelijke voor de verwerking ertoe gehouden deze verbetering mede te delen aan de personen die inlichtingen van hem hebben verkregen en die de geregistreerde persoon aanduidt. »

**Art. 25.** Artikel 71 van dezelfde wet wordt opgeheven.

**Art. 26.** In artikel 72, § 2, van dezelfde wet, worden de woorden « en van de wet van 10 augustus 2001 betreffende de Centrale voor Kredieten aan Particulieren » ingevoegd tussen de woorden « van deze wet » en « een Toezichtsc comité oprichten ».

**Art. 27.** In artikel 92 van dezelfde wet, wordt de verwijzing naar artikel 71 geschrapt.

**Art. 28.** Artikel 101, § 1, 12°, van dezelfde wet, wordt opgeheven.

**Art. 29.** In artikel 116 van dezelfde wet, wordt de verwijzing naar artikel 71 geschrapt.

**Art. 30.** Artikel 46 van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet wordt opgeheven.

**Art. 31.** Vooraleer de besluiten ter uitvoering van deze wet, met uitzondering van het besluit bedoeld in artikel 13, § 1, voor te stellen, raadpleegt de minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren de Raad voor het Verbruik, de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en het Begeleidingscomité beoogd in artikel 13 van deze wet, en bepaalt de termijn binnen welke het advies moet worden gegeven. Na deze termijn is het advies niet meer vereist.

**Art. 32.** De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de bepalingen van deze wet aanpassen aan de verplichtingen die voor België voortvloeien uit internationale akkoorden of verdragen, voor zover het aangelegenheden betreft die de Grondwet niet aan de wetgever heeft voorbehouden.

**Art. 33.** Deze wet is eveneens van toepassing op de consumentenkredietovereenkomsten en de hypothecaire kredietovereenkomsten, gesloten voor haar inwerkingtreding.

Voor de kredietovereenkomsten die gesloten werden vóór de datum van inwerkingtreding van artikel 4, gebeurt de kennisgeving bedoeld in artikel 6, § 1, in de vorm van een niet-nominatief bericht in het *Belgisch Staatsblad*, uitgaande van de minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren.

De personen bedoeld in artikel 4, eerste lid, zijn niet gehouden tot de mededeling van de consumentenkredietovereenkomsten bedoeld in artikel 3, § 1, 1°, en de hypothecaire kredietovereenkomsten bedoeld in artikel 3, § 1, 2°, waarvan de resterende looptijd gelijk of korter is dan zes maanden op het ogenblik van de inwerkingtreding van artikel 4.

**Art. 34.** Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van de artikelen 4, 5, 12, 16 tot 30, die in werking treden op de door de Koning bepaalde datum.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Nice, le 10 août 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,  
Ch. PICQUE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

—————  
Note

(1) Chambre des représentants :

*Documents parlementaires :*

*Session ordinaire :*

Projet de loi, n° 1123/1. — Amendements, n°s 1123/2 à 5. — Rapport de la Commission de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Education, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture, n° 1123/6. — Texte adopté par la Commission, n° 1123/7. — Amendements, n° 1123/8. — Texte adopté par la Commission, n° 1123/9.

*Annales de la Chambre des représentants.* — Discussion et adoption : 23 mai 2001.

Sénat :

*Documents du sénat :*

*Session ordinaire 2000-2001 :*

Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 2-767/1. — Amendements, n° 2-767/2. — Rapport, n° 2-767/3. — Amendement, n° 2-767/4. — Décision de ne pas amender, n° 2-767/5.

*Annales du Sénat.* — Discussion : 18 juillet 2001. — Adoption : 19 juillet 2001.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Nice, 10 augustus 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,  
Ch. PICQUE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

—————  
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers :

*Parlementaire stukken :*

*Gewone zitting 2000-2001.*

Wetsontwerp, nr. 1123/1. — Amendementen, nrs. 1123/2 tot 5. — Verslag van de Commissie voor het Bedrijfsleven, het Wetenschapsbeleid, het Onderwijs, de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen, de Middenstand en de Landbouw, nr. 1123/6. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 1123/7. — Amendementen, nr. 1123/8. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 1123/9.

*Handelingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers.* — Bespreking en aanneming : 23 mei 2001.

Senaat :

*Stukken van de Senaat :*

*Gewone zitting 2000-2001 :*

Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 2-767/1. — Amendementen, nr. 2-767/2. — Verslag, nr. 2-767/3. — Amendement, nr. 2-767/4. — Beslissing om niet te amenderen, nr. 2-767/5.

*Handelingen van de Senaat.* — Bespreking : 18 juli 2001. — Aanneming : 19 juli 2001.

MINISTERE DES COMMUNICATIONS  
ET DE L'INFRASTRUCTURE

F. 2001 — 2623

[C — 2001/14190]

**10 AOUT 2001. — Arrêté royal  
modifiant l'arrêté royal du 23 janvier 2001  
fixant les redevances aériennes de route**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne "Eurocontrol", faite à Bruxelles le 13 décembre 1960, approuvée par la loi du 12 mars 1962 et son Protocole modificatif, fait à Bruxelles le 12 février 1981, approuvé par la loi du 16 novembre 1984;

Vu l'Accord multilatéral relatif aux redevances de route, fait à Bruxelles le 12 février 1981 et approuvé par la loi du 16 novembre 1984;

Vu la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne, notamment l'article 5;

Vu l'arrêté royal du 23 janvier 2001 fixant les redevances aériennes de route;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

MINISTERIE VAN VERKEER  
EN INFRASTRUCTUUR

N. 2001 — 2623

[C — 2001/14190]

**10 AUGUSTUS 2001. — Koninklijk besluit tot wijziging van het  
koninklijk besluit van 23 januari 2001 houdende vaststelling van  
de "en route"-luchtvaartheffingen**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Internationaal Verdrag tot samenwerking in het belang van de veiligheid van de luchtvaart "Eurocontrol", opgemaakt te Brussel op 13 december 1960, goedgekeurd door de wet van 12 maart 1962 en het Protocol tot wijziging ervan, opgemaakt te Brussel op 12 februari 1981, goedgekeurd door de wet van 16 november 1984;

Gelet op de Multilaterale Overeenkomst betreffende "en route"-heffingen, opgemaakt te Brussel op 12 februari 1981 en goedgekeurd door de wet van 16 november 1984;

Gelet op de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling der luchtvaart, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 januari 2001 houdende vaststelling van de "en route"-luchtvaartheffingen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;